

Pour la jeunesse des quartiers populaires

Naître, grandir, s'épanouir, apprendre, se préparer à la vie d'adulte, trouver sa place ...

C'est ce que la société dans son ensemble et les pouvoirs publics doivent à toute la jeunesse, où qu'elle vive, d'où qu'elle vienne. Pourtant dans certains quartiers populaires de notre département, la précarité, la dégradation des services publics sont autant d'obstacles sur le chemin des enfants, des adolescents et de leurs familles.

Les violences et les meurtres qui touchent des personnes de plus en plus jeunes, constituent bien **un symptôme de l'échec des politiques de réduction de la dépense publique et de restriction voire de retrait des services publics** qui ont conduit à l'abandon de quartiers entiers et de leurs habitants.

Les conditions de vie au quotidien sont particulièrement difficiles dans ces quartiers mal conçus, mal aménagés et mal entretenus, à l'écart pour la plupart de tous services de proximité, de santé et d'équipements culturels ou sportifs.

La politique de la Ville, avec des crédits trop faibles, se substitue toujours plus au droit commun, les retards ne peuvent être rattrapés.

Sur le terrain nous rencontrons une jeunesse oubliée et discriminée, victime de la faiblesse de l'action sociale et éducative, de l'absence totale de prévention et d'institutions défaillantes.

D'après le rapport, publié en 2021, de l'Inspection Générale des Affaires Sociales les caractéristiques socio-démographiques des Bouches du Rhône en font un des départements les plus inégalitaires de France. Les populations pauvres y sont plus nombreuses et plus pauvres que dans le reste du territoire national. Dans certains quartiers, le taux de pauvreté dépasse 65%. Le quartier de la Belle de mai est le plus pauvre d'Europe.

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, ce rapport conclut que notre département présente un fort niveau de vulnérabilité des enfants, en termes de pauvreté, de fragilité des structures familiales, de risques d'isolement social et territorial, de santé et de conduites à risque.

Pourtant nous sommes nombreux à travailler et à nous battre aux côtés des jeunes et des familles, pour une vie digne, pour ouvrir des perspectives d'avenir, ou simplement pour tenir bon : travailleurs médicaux-sociaux, avocats, médecins, militants associatifs, de l'éducation populaire, et bien sûr agents des services publics, de l'éducation nationale aux services sociaux en passant par la PJJ et tant d'autres.

Nous récusons les clichés sur une jeunesse entrant dans les réseaux de drogue par consumérisme, par tentation de « l'argent facile », par refus de l'effort. C'est bien d'une économie de survie qu'il s'agit, faite de précarité et de danger. Beaucoup de jeunes parviennent à en sortir, parfois parce qu'ils ont rencontré un jour un professionnel, enseignant.e, éducateur.trice, infirmier.e, entendu une parole d'espoir. L'énergie de la jeunesse, la ténacité des familles, la volonté de croire encore en la promesse républicaine de l'école méritent un autre avenir.

En croisant nos regards de professionnels, de militants, de syndicalistes, en partageant nos analyses et nos expériences, nous nous efforçons d'identifier les leviers d'amélioration des conditions de vie de toutes et tous, pour en finir avec les inégalités et l'assignation sociale.

Toutes et tous, nous œuvrons au quotidien pour l'émancipation de la jeunesse des quartiers populaires, et nous nous heurtons au manque de moyens des services publics, et souvent au manque de volonté politique.

Pour un accès plein et entier aux mêmes droits pour toutes et tous

Un plan pérenne de retour des services publics

Transports

Bien loin de l'idéal de la « ville du quart d'heure », l'éloignement géographique des services publics, des commerces, des équipements est une source majeure de précarité et d'inégalité d'accès aux droits. Nous demandons une baisse importante et de la tarification pour les jeunes, les scolaires et les moins fortunés, la refonte du réseau de bus, avec des lignes qui fonctionnent jusqu'à 1h du matin, le développement du train à l'intérieur de la ville de Marseille et entre les villes, le prolongement des lignes de tramway.

Logement

Disposer d'un logement adapté est une condition indispensable de développement pour un enfant. Face à la pénurie de logements sociaux dans les Bouches-du-Rhône nous avons besoin d'une politique volontariste de l'ensemble des collectivités afin de surmonter le manque de foncier, d'un soutien financier aux opérations de logements sociaux, et d'un travail permanent pour restaurer la mixité sociale, condition fondamentale de l'égalité. La politique du logement doit se préoccuper en permanence de l'accès aux équipements, sociaux et scolaires notamment, et aux transports.

Équipements culturels et sportifs, centres sociaux

L'accès au sport et à la culture est un facteur majeur de réussite scolaire, de santé et d'épanouissement. Dans les quartiers populaires, de nombreux enfants ne savent pas nager, et ne peuvent apprendre véritablement faute de piscines. Il faut augmenter massivement le nombre de licenciés de fédérations sportives, développer le sport scolaire. Il faut rénover les installations sportives et en créer de nouvelles. Dans les quartiers populaires, des espaces de jeux et d'activité doivent pouvoir accueillir les enfants et les jeunes à l'abri des violences et des sollicitations dangereuses. Les centres sociaux doivent retrouver les moyens de donner aux habitants l'accès aux droits, à la culture, aux loisirs, indispensable à l'épanouissement et au lien social.

Services sociaux

Les moyens engagés par le département pour exercer ses missions de prévention et de protection de l'enfance sont bien inférieurs à ceux de la Seine Saint Denis, territoire pourtant comparable.

Tous les dispositifs sont saturés : Un tiers des placements à domicile, judiciaires ou administratifs ne sont pas réalisés faute de moyens et de place, laissant les enfants les plus en difficulté sans prise en charge ; le taux d'accueil des enfants placés en famille d'accueil est le plus faible de France.

Les Maisons Départementales de la Solidarité ne parviennent plus à remplir leur rôle d'accompagnement social des familles.

L'Etat aussi s'est désengagé depuis des années et les autres partenaires publics, CAF et sécurité sociale, se sont repliés sur du public plus ciblé, abandonnant les départements sur le terrain.

Ecoles

Dans ces quartiers, les écoles souffrent aussi, depuis de nombreuses années, du manque d'entretien et d'anticipation malgré les alertes.

Les personnels travaillent dans des conditions dégradées d'effectifs et d'accompagnement éducatif et pédagogique.

Les Contrats Locaux d'Accompagnement, le plan Marseille en Grand attribuent des budgets pour des durées limitées sans baisse d'effectifs, sans postes spécifiques, sans temps de concertation supplémentaires, sans les moyens nécessaires à l'école inclusive.

La moyenne départementale de l'Indice de Position Sociale des écoles est de 103, équivalent à la moyenne nationale. Dans la ville, les IPS varient de 65 à 153, signe de grandes disparités sociales.

Dans ce contexte, le service public d'éducation doit retrouver l'ambition collective d'égalité scolaire et que s'était donnée l'éducation prioritaire.

Collèges, lycées généraux et technologiques

Il manque au moins un lycée polyvalent dans les quartiers Nord de Marseille, et deux collèges. Par endroits, la pression démographique est telle que les effectifs dépassent la capacité d'accueil des collèges. Dans certains collèges, des faits de violence récurrents ont découlé du manque de personnels de vie scolaire et d'un bâti inadapté aux effectifs pléthoriques. Plusieurs établissements nécessitent aussi des rénovations urgentes. Il est nécessaire de repenser la carte scolaire pour créer une vraie mixité sociale dans des établissements à taille humaine. Il faudra lutter pour cela contre la concurrence déloyale d'établissements privés voire publics (Cité internationale).

Les moyens de l'éducation prioritaire doivent être accrus. Les élèves ont besoin d'effectifs réduits (16 en collège et 20 en lycée d'éducation prioritaire), de dédoublements, d'encadrement supplémentaire. Les difficultés scolaires, l'aide aux devoirs doivent pouvoir être traités par des enseignants formés, dans un temps scolaire augmenté.

Lycée professionnel, offre de formation, accès aux qualifications et aux études

La réforme du lycée professionnel est une trahison de la jeunesse des quartiers populaires. Elle lui dénie l'accès aux savoirs, à la culture, aux études, tout en affaiblissant les qualifications et en enfermant les jeunes dans des bassins d'emploi. La place des jeunes est dans le système éducatif, pas dans les entreprises, et nous défendons l'ambition de conduire chaque jeune au-delà de ses limites, au-delà des déterminismes sociaux qui l'enferment.

Les CIO doivent pouvoir accueillir davantage de public, les PsyEN doivent être en nombre suffisants dans les établissements. Les structures de retour vers la scolarité doivent être stabilisées, et leurs personnels bénéficier de meilleures conditions d'emploi.

L'éloignement est un facteur majeur de décrochage. La carte des formations professionnelles doit intégrer le paramètre des transports et rapprocher les formations de leurs publics, notamment les formations qui attirent davantage les filles.

L'accès aux formations de l'enseignement supérieur est un facteur majeur d'émancipation ; il faut développer pour accueillir les étudiants, des espaces de travail partagés, bibliothèques, qui sont aussi des lieux de coopération et d'entraînement pour les plus jeunes.

Prévention – Protection judiciaire de la jeunesse

L'actualité nous montre à quel point le gouvernement néo-libéral actuel instrumentalise la médiatisation de faits dramatiques. La peur d'une supposée délinquance juvénile n'est pas nouvelle. Elle fait le terreau de l'extrême droite. Elle ne sert qu'à exclure encore davantage une partie de la jeunesse déjà reléguée. Les discours politiques et les projets de lois constituent une réponse exclusivement répressive (suppression de l'excuse de minorité pour les plus de 16 ans, recours à l'armée pour prendre en charge les adolescents délinquants, abaissement à 16 ans de l'âge pour une comparution immédiate), désignent les parents comme seuls responsables de la délinquance de leurs enfants alors que les chiffres le montrent, les jeunes ne sont pourtant pas plus violents qu'auparavant.

Les éducateurs scolaires, de prévention de rue ou de la PJJ ne peuvent répondre seuls, à des situations totalement dégradées sur le plan social et économique. Là encore, le manque de moyens est criant, et les perspectives des jeunes se réduisent toujours plus.

Santé

Toutes les politiques en direction de la jeunesse doivent intégrer un volet santé. La baisse de la pratique sportive, la dégradation de l'alimentation liée à la pauvreté, l'usage démesuré des écrans, la pollution : les jeunes sont surexposés aux facteurs de risque dans les quartiers populaires.

Le renoncement aux soins est fréquent. Les médiations en santé, les maisons de santé, publiques ou associatives, regroupant des professionnels en équipe, sont une orientation à renforcer pour rendre la santé plus accessible et développer la prévention. Dans les établissements scolaires, les infirmières doivent être en nombre suffisant pour jouer pleinement leur rôle, avec les assistantes sociales, au sein de l'équipe éducative.



Nous faisons le choix de ne pas nommer notre démarche « plan d'urgence ».

L'urgence est bien réelle, mais nous ne voulons pas d'une réponse du temps court.

Nous voulons une action pérenne, solide, concertée entre les institutions, les professionnel.les et les habitant.es, de retour et de redéploiement des services publics dans les quartiers populaires.

C'est dans cet esprit que nous souhaitons porter auprès des différentes institutions et pouvoirs publics nos analyses, nos réalités professionnelles, nos propositions et nos revendications afin de les convaincre de la nécessité de réorienter l'action publique au profit de la jeunesse des quartiers populaires.